

PARAÎT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

Déclaration 01/00117P

Site : www.cinquieme-zone.org
Mail :
cz.courrier@cinquieme-zone.org

4 avril 2004
N°171

CINQUIÈME ZONE

ABONNEMENTS

- 1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).
- 2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

GOVERNEMENT CROUPION ET COUP DE PIED AU CUL

Un phénomène étrange se serait produit en France le 28 mars 2004. Une sorte de transmutation des couleurs du pays qui aurait viré brutalement du bleu horizon réactionnaire (assemblée nationale, sénat, gouvernement et Elysée) au rose bonbon des Conseils régionaux, tous à gauche, sauf l'Alsace.

Spectacle plaisant, l'espace d'une soirée, que les tronches mauvaises de ces messieurs de la droite arrogante, habituellement si satisfaits d'eux-mêmes, interloqués d'avoir pris un coup de pied imprévu au derrière. Quant aux dirigeants du PS et des autres partis de gauche, virés avec perte et fracas il y a moins de deux ans pour avoir caution-

né des licenciements à la pelle, entretenu la précarité, introduit la « flexibilité », pris des lois ultra-répressives (le « témoignage » anonyme !), traqué les sans papiers, etc, ils avaient l'air ravi et incrédule du malfaiteur que sa victime embrasse en lui offrant, en prime, un chèque en blanc !

C'est qu'en réalité, la victoire de la gauche est avant tout l'œuvre

de Raffarin qui, s'il y avait un peu de justice, devrait être nommé Premier secrétaire du Parti socialiste ! Les électeurs n'ont pas voté pour la gauche gouvernementale, ils ont réclamé un antalgique !

Il faut dire qu'en deux ans, Chiraffarin a fait vite et fort : dévastation du système des retraites (cotiser plus, plus longtemps pour des retraites moindres et plus tardives), services hospitaliers à l'agonie, suppression d'un jour férié pour se récompenser d'avoir laissé 15 000 personnes mourir de la canicule, intermittents du spectacle à la rue, recherche en perdition, suppression des ASSEDIC à des centaines de milliers de chômeurs... « Halte au feu ! » ont crié les électeurs en votant pour des partis qui se sont pourtant prudemment gardés de dire qu'ils

abrogeraient les mesures de Raffarin sur les retraites, contre les chômeurs ou les intermittents. Hollande et compagnie sont prêts à encaisser les voix... mais pas question de rendre la monnaie !

Appliquant avec courage la vieille devise « On ne change pas une équipe qui perd », Chirac a décidé d'ignorer superbement le message et de donner une troisième chance à son vieux copain de province monté à Paris pour y prendre des claques. Mais même ratatiné, lessivé, étrillé, tout usé et tout cabossé, le Raff peut encore faire du mal. C'est d'ailleurs exactement pour ça qu'il reste à Matignon : appliquer imperturbablement le programme de dévastation sociale que réclame le patronat. Au menu : la poursuite de la casse dans les hôpitaux, la décentralisation et la suppression des postes dans l'Education nationale, la privatisation d'EDF et surtout la destruction de la Sécurité sociale, le tout en cent jours !

Les lampions du bal électoral de la gauche

éteints, tout reste à faire : faire remballer à Chirac et au patronat toutes les mesures injustes prises depuis deux ans, et leur interdire de mettre en place celles qu'ils ont programmées. Et, puisque visiblement les élections n'ont pas suffi à le leur faire comprendre, il ne reste qu'une voie : celle de l'action collective, comme en mai-juin dernier, mais cette fois face à un pouvoir éclaté qui aura bien plus de mal à résister ! A gouvernement croupion, coup de pied au cul bien appliqué, c'est la devise du jour !

MANIFESTATIONS POUR BATTRE LE RAF TANT QU'IL EST CHAUD

Après la manifestation pour la défense des droits sociaux en Europe du 3 avril 2004, journée de lutte contre privatisation d'EDF le 8 avril et journée nationale d'action contre chômage le 15 avril 2004.



SANDRINA ET GLADYS ONT GAGNE !

Ces deux jeunes, l'une Haïtienne, l'autre Angolaise avaient fui la misère et la guerre qui ravagent leurs pays d'origine pour rejoindre leurs parents régulièrement établis en France (ils ont des titres de séjour, un emploi, un logement). Les autorités leur refusaient ce droit pourtant élémentaire. Ce sont bien les lois aberrantes qui fabriquent ceux qu'on appelle les sans papiers !

Ces deux lycéennes ne se sont pourtant pas laissées abattre : elles ont prévenu leurs profs qui ont rédigé une pétition demandant leur régularisation. Signatures de profs, d'élèves, de parents, peu à peu le cercle s'est élargi : des maires, des conseillers municipaux, généraux, régionaux, des députés, des personnalités politiques nationales, des scientifiques connus, des artistes et des centaines d'anonymes les ont rejoints, tandis que la presse (France Info, TF1, Le Parisien) parlait de leur affaire. Résultat, là où des mois de démarches avaient échoué, elles ont été régularisées en quelques jours avec le statut d'étudiantes mais aussi la promesse écrite de la sous-préfecture qu'elles auraient un titre de séjour adapté à leur situation quand celle-ci évoluerait, autrement dit, le droit de vivre et de travailler dans le pays où se trouvent leurs familles.

Le cas de Sandrina et de Gladys n'est certainement pas unique ! Ce sont probablement des milliers de lycéens qui sont dans la situation sans espoir dans laquelle elles se trouvaient. Il faut qu'ils se fassent connaître, qu'ils parlent de leur situation à des adultes, des profs, des CPE. Les élèves, les parents et les enseignants d'un établissement scolaire représentent une force, ensemble ils ont des relations, ils connaissent des maires, des journalistes. Ils peuvent écrire, faire circuler des pétitions, voire occuper une école comme l'ont fait les parents d'élèves d'une école primaire du XIX^e arrondissement de Paris pour exiger la régularisation d'une famille.

Ce ne sont pas des fléaux inexplicables qui s'abattent sur la tête des gens. Il y a des responsables à qui on peut demander des comptes et exiger, avec succès quand on y met assez d'énergie et de réflexion, qu'ils changent leurs décisions. Sandrina et Gladys l'ont fait. L'exemple est à suivre !

REMERCIEMENTS

Plusieurs dizaines de pétitions sont arrivées à l'adresse de *Cinquième zone*, individuelles, par paquets ou par listes. Elles ont, bien entendu été transmises à leur destinataire. Merci à toutes celles et tous ceux qui ont pris la peine de s'associer à ce combat pour la justice.

LES LIMITES DE LA DEMOCRATIE

C'est une véritable leçon de politique qu'est en train d'administrer Chirac : battu à plate couture aux élections régionales, il forme un gouvernement de ministres en solde (et, pour beaucoup, battus aux dernières élections). Motif : élu pour 5 ans en 2002, il conserve la majorité au parlement. C'est l'image même de ce qu'ils appellent la démocratie : les électeurs désignent des dirigeants qui, une fois en place, font ce qu'ils veulent, souvent le contraire de ce pourquoi ils avaient été élus, au prétexte qu'ils sont en place pour 5, 6 ou 9 ans. C'est évidemment une arnaque complète !

La véritable démocratie serait que la population soit réellement informée des problèmes et puisse s'exprimer directement sur toutes les grandes questions (Internet, c'est pas pour les chiens !), contrôler qui fait quoi, dans l'intérêt de qui et avec quels objectifs. Dans le domaine politique, évidemment, mais aussi dans celui de l'économie. Secret bancaire, secret commercial, mensonges flagrants ou par omission dans les campagnes électorales ; refus de tenir compte de l'opinion de la population tels sont les tours de passe-passe qui permettent de camoufler et de faire accepter « volontairement » un système qui, quand on y réfléchit, est quand même incroyable : une minorité accumule tous les biens et toutes les fortunes tandis que la majorité vit dans la médiocrité dans les pays riches et la misère ailleurs dans le monde... au nom de la « démocratie », version pigeon ! C'est fort, non ?

AVENUE DES LICENCIEMENTS

Le 31 mars, une soixantaine d'habitants du 13^{ème}, de militants (CNT, SUD) d'enseignants et de salariés des diverses entreprises ont rebaptisé Avenue des Licenciements l'Avenue de France qui traverse ce quartier. Une manière de protester contre la politique sociale que mènent le patronat et le gouvernement et dont cette avenue est le symbole. On y trouve en effet des bureaux d'entreprises qui pratiquent des licenciements boursiers : France Télécom (14000 suppressions d'emploi), Altadis (Ex-SEITA) qui ferme une usine dans le Nord avec 450 personnes en moins et Sanofi-Synthélabo qui à l'occasion d'une OPA supprimerait au moins 750 emplois en Normandie.

Mais ce n'est pas tout : la Bibliothèque Nationale de France recourt massivement à la sous-traitance pour plus de précarité, l'éducation nationale supprime 7 classes dans le 13^{ème}, des suppressions de postes prévues aussi dans les hôpitaux (Pitié-Salpêtrière) et à la SNCF (gare d'Austerlitz) avec un programme de réduction importante d'effectifs et de fermetures d'ateliers. Une dizaine de cheminots étaient présents.

Ce rassemblement s'est fait à l'appel des « rencontres interprofessionnelles du 13^{ème} arrondissement » de Paris. Ce regroupement de militants et de salariés a été créé au lendemain des grèves de mai-juin 2003 par des syndicalistes qui estimaient nécessaire de créer un pôle local pour préparer les luttes à venir et essayer de sortir le syndicalisme du corporatisme dans lequel les confédérations nous enferment depuis des années pour mieux contrôler nos mouvements. Ce n'est qu'un petit exemple mais il montre le sens vers lequel il faut tendre pour que nos combats futurs soient entre nos mains.